



## ***Agenda idéologique néfaste pour la réponse à l'épidémie mondiale du VIH/sida***

# **Le Canada devrait dénoncer les politiques sur le VIH/sida de Bush à l'occasion de sa visite au pays**

**Montréal, 29 novembre 2004 – Le gouvernement du Canada devrait profiter de la visite au pays du président George W. Bush, à la veille de la Journée mondiale du sida, pour l'enjoindre de revoir son initiative mondiale sur le VIH/sida qui nuit aux efforts de lutte contre la pandémie, a déclaré aujourd'hui le Réseau juridique canadien VIH/sida.**

Le programme mondial sur le VIH/sida du président Bush (le « President's Emergency Program for AIDS Relief », ou PEPFAR) et d'autres efforts de la Maison Blanche valorisent les initiatives axées sur l'abstinence sexuelle, la répression de l'usage de drogue et les intérêts des multinationales pharmaceutiques, au détriment d'une prévention fondée sur des données scientifiques et d'un accès à des médicaments génériques abordables.

« Les politiques des É.-U. témoignent du triomphe d'un agenda idéologique simpliste sur la mise en œuvre des principes clairs de la prévention efficace du VIH/sida – et elles coûtent des vies », a déclaré Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique.

« Le Canada devrait promouvoir activement des approches plus sensibles, fondées sur le respect des droits humains et la santé publique. L'épidémie du VIH/sida est une crise mondiale qui nous affecte tous. Nous ne pouvons pas demeurer passifs devant les politiques malavisées et contre-productives que sanctionne l'un des plus puissants pays du monde. »

La semaine dernière, divers organismes nationaux de lutte contre le VIH/sida ont envoyé une lettre au premier ministre Paul Martin (voir [www.aidslaw.ca/new.htm#nov2004](http://www.aidslaw.ca/new.htm#nov2004)), lui expliquant comment les politiques des É.-U. compromettent la lutte mondiale contre l'épidémie, et l'exhortant à porter ce dossier à l'attention du président Bush lors de sa visite à Ottawa. La lettre a été signée notamment par le Réseau juridique, le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT), le Réseau canadien d'info-traitements sida (CATIE), Students Against Global AIDS et le Partenariat Canada-Afrique sur le sida.

Lors d'une récente visite en Amérique du Sud, le premier ministre Martin a signalé que le VIH/sida pourrait faire partie des priorités d'un éventuel forum de pays L-20. « Mais une telle tribune ferait fi d'un grave problème si elle ne dénonçait pas les politiques néfastes de l'administration Bush », a noté Csete, avant de citer divers exemples de l'impact négatif des initiatives états-uniennes sur la lutte mondiale contre l'épidémie.

À la réunion de la mi-novembre du conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les États-Unis ont réclamé et obtenu que l'on reporte la prochaine phase de subventions aux pays pauvres – en partie parce que les octrois du Fonds mondial servent souvent à l'achat de médicaments anti-VIH/sida génériques. Cette décision

marque un recul dans l'atteinte de l'objectif « 3x5 » de l'ONU pour fournir des antirétroviraux à 3 millions de personnes séropositives dans les pays en développement d'ici la fin de 2005.

« Les actions des É.-U. au Fonds mondial devraient vexer particulièrement le Canada – le plus important donateur de l'Initiative 3x5. Elles font échec à son appui à l'Organisation mondiale de la santé et au Projet de loi C-9 qu'il a récemment adopté pour rehausser l'accès aux médicaments génériques dans les pays à faible revenu », a souligné Csete (voir [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/brevet-amend.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/brevet-amend.htm)). S'ajoutent à cela des efforts des É.-U. pour entraver l'accès aux médicaments génériques par l'octroi aux multinationales pharmaceutiques d'une protection prolongée de leurs brevets dans les traités bilatéraux et régionaux sur le « libre-échange ». Mme Csete a exhorté le gouvernement canadien à s'opposer à de tels efforts, notamment dans les négociations sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Par ailleurs, la loi états-unienne de 2003 qui autorise le financement du PEPFAR exige que le tiers des fonds destinés à la prévention du VIH soient versés à des organismes qui prêchent l'abstinence pré-maritale auprès des jeunes, plutôt que de leur enseigner les fondements de la prévention du VIH. « Des études ont maintes fois démontré que de tels programmes échouent à prévenir le VIH – mais ils plaisent aux partisans conservateurs de Bush. »

Cette même loi interdit l'appui financier aux organismes de lutte contre le VIH/sida – à moins que ceux-ci s'opposent explicitement à la prostitution. Cette disposition appuyée par la Maison Blanche nie les preuves internationales à l'effet que les travailleurs sexuels peuvent être d'importants acteurs de la lutte contre l'épidémie, lorsque les gouvernements collaborent avec eux et les respectent. La prohibition de la prostitution nuit aux regroupements de travailleurs sexuels qui luttent pour leurs droits et aux organismes voués à cette population.

En matière d'usage de drogue, les politiques de Bush favorisent une approche criminelle plutôt que sanitaire. La Maison Blanche appuie des mesures qui limitent l'accès des utilisateurs de drogue à l'échange de seringues, à la méthadone et aux substituts d'opiacés ainsi qu'à d'autres pratiques efficaces contre le VIH. En revanche, en réponse à plusieurs années de revendications d'organismes communautaires et d'utilisateurs de drogue, le Canada vient de créer un premier lieu sécuritaire pour l'injection en Amérique du Nord, pour protéger et promouvoir la santé des utilisateurs de drogue par injection dans le quartier Downtown Eastside, à Vancouver.

« Le Canada devrait exhorter le gouvernement des É.-U. à abandonner sa guerre déçue contre la drogue et à choisir des réponses qui sont plus pragmatiques et propices à la santé; et il devrait prendre conscience de sa propre emphase excessive sur l'application de lois inefficaces sur les drogues et investir davantage dans une approche sanitaire plutôt que criminelle », a conclu Csete.

– 30 –

**Le Réseau juridique canadien VIH/sida** ([www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)) est un organisme non gouvernemental national voué à la promotion de lois et politiques qui respectent et protègent les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables.